

Vox, les dangers d'une influence grandissante en Espagne

Monde

Par Diego López Garrido

Publié le 14 septembre 2026

Ancien secrétaire d'État chargé des affaires européennes (2008-2011), directeur de la Fondation Alternativas

La progression du parti d'extrême droit Vox met en cause plusieurs fondamentaux du consensus démocratique espagnol contemporain, établi à la fin du franquisme et scellé par la Constitution de 1978 : décentralisation et large autonomie des provinces, attachement européen, État de droit.

En 2013, le Parti populaire espagnol subit une scission sur sa droite et Vox voit le jour avec un programme s'opposant à l'existence institutionnelle des régions, appelées "communautés autonomes" en Espagne, démocratie décentralisée depuis 1978 et reconnaissant des droits politiques et linguistiques à certaines régions (Pays Basque, Catalogne, Navarre et Galice). Il s'agit d'un mouvement très rapide, qui s'accélère à partir du déclenchement du "processus

d'indépendance" de la Catalogne en 2017. En 2019, à l'occasion des élections législatives, Vox poursuit sa croissance fulgurante en remportant de manière inattendue 52 sièges à l'Assemblée nationale. Quatre d'entre eux étaient occupés par des militaires.

Il n'est pas surprenant que l'essor de Vox et d'autres groupes d'extrême droite en Europe coïncide avec la Grande Récession de 2008-2010. Ce séisme économique et financier a affaibli la situation sociale de millions d'Européens et d'Européennes et les a propulsés dans une sphère sociale critique et antisystème. L'Espagne a pu passer jusqu'en 2019 à côté de l'émergence des extrêmes-droites en Europe grâce au mandat de la droite expirant en 2015, élections législatives marquées par l'émergence d'une concurrence des socialistes sur leur gauche (Podemos) et par la tentative de renouvellement de la droite par le centre (Ciudadanos).

Vox, avec ses nuances propres, partage des caractéristiques idéologiques avec bon nombre de partis d'extrême droite européens. En premier lieu, ses positions sur deux phénomènes qui façonnent notre civilisation : les transitions écologique et numérique. Face au changement climatique manifeste – à l'origine d'incendies et d'autres catastrophes écologiques – Vox n'hésite pas à adopter une position négationniste, sans scrupules.

Il en va de même pour la transformation technologique numérique, qui exige une position ferme de l'Union européenne pour parvenir à une véritable « souveraineté numérique » européenne, que Vox méprise ou ignore, car cela l'éloignerait de Trump. Vox reste solidaire de Trump et de ses politiques, alors que d'autres partis nationalistes d'extrême droite en Europe ont pris leurs distances avec les États-Unis au sujet du Groenland ou de son intervention au Venezuela (par exemple Meloni ou Bardella) car il s'agit d'atteintes à la souveraineté nationale.

Le cœur de l'idéologie de Vox réside néanmoins dans les questions de politique intérieure. Le parti défend d'abord les classes les plus favorisées de la société, notamment en matière fiscale, par exemple en refusant de lutter contre les paradis fiscaux ou en éliminant, dès 2023, l'impôt régional sur le patrimoine en Estrémadure^①. En matière familiale, Vox soutient une politique familiale intransigeante qui se manifeste par le refus de l'avortement, du mariage homosexuel, des droits de la communauté LGTBIQ+.

À cela s'ajoute le refus de Vox, soutenu par un électorat essentiellement masculin, de s'attaquer à la « violence de genre », responsable chaque année de la mort de femmes et d'enfants, garçons et filles. Le parti préfère parler de « violence intrafamiliale », dissimulant ainsi la dimension masculiniste à l'origine de ces drames insupportables. Cette position peut faire l'objet d'un fort rejet dans un pays où la *violence machiste* fait l'objet d'un consensus national contre les féminicides, dans une réponse pénale et médiatique souvent louée au sein des autres pays de l'UE.

La politique nataliste de Vox est une réaction au vieillissement de la société espagnole. Le point saillant de cette politique est le rejet direct et sans concession de l'immigration. En particulier ceux issus de la culture arabe et de la religion musulmane. Cette question se trouve liée aux sujets économiques dans la stigmatisation des mineurs non-accompagnés, *menas* en espagnol, passant par des affiches électorales comparant le montant d'une pension de retraite pour une grand-mère au coût mensuel de l'accueil d'un tel public pour la collectivité.

Vox rejoint ses homologues européens – ainsi que l'idéologie MAGA aux États-Unis – en affirmant que l'Europe subit ce qu'il appelle la « grande invasion » ou le « grand remplacement ». Selon cette théorie, la civilisation européenne serait en train d'être remplacée par l'immigration provenant notamment d'un continent, l'Afrique, qui est le seul à connaître une croissance démographique.

Au cœur de cette proposition se trouve ce qu'il faut considérer comme la colonne vertébrale de Vox : un nationalisme acharné. Vox n'accorde de droits préférentiels qu'aux Espagnols. Il appelle cela la « priorité nationale », et il s'agit en réalité d'une copie du « America First » de la doctrine trumpiste.

La « priorité nationale » signifie, bien entendu, que dans l'accès aux biens publics (santé, éducation, services publics), le ressortissant espagnol occupera toujours une place privilégiée, par rapport à ceux qui ne possèdent pas cette nationalité. Le succès de ce point central du programme de Vox est incontestable. Dans tous les derniers accords de gouvernement conclus par Vox avec le Parti populaire dans les communautés autonomes, la « priorité nationale » fait désormais partie intégrante du programme. Dans les gouvernements d'Estrémadure, d'Aragon, de Valence, de Castille-et-León et d'Andalousie, la « priorité nationale » s'est imposée, y compris sur le plan juridique (voir, par exemple, le budget de la Communauté valencienne). Il est devenu évident qu'une coalition entre Vox et PP, à l'issue des prochaines législatives, devra comporter cette décision afin que le premier consente à s'allier au second.

Il s'agit d'un principe non seulement dangereux pour la cohésion sociale et contraire à la Constitution espagnole, mais aussi fondamentalement anti-européen. C'est là l'élément central de la position de Vox : l'anti-européisme. La priorité nationale est contraire aux valeurs inscrites dans les traités de l'UE et à l'Union européenne elle-même.

En réalité, ce principe trouve son origine dans la formulation proposée par Marine Le Pen en France, et qui, en Espagne, a réussi à convaincre la droite démocratique (PP) de l'accepter. Il s'agit d'une stratégie très dangereuse pour le PP, qui ne fait qu'accroître l'importance de Vox, car les gens préfèrent l'original (Vox) à la copie (PP). Preuve en est le veto opposé à la prière musulmane dans les espaces publics (Jumilla, Murcie) ou le fait de traiter l'immigration comme un problème de sécurité.

Vox est le seul parti à avoir progressé lors des dernières élections régionales.

En Andalousie, comme en Estrémadure, Vox a réussi à mettre fin à l'enseignement de la langue arabe et de la culture marocaine dans les écoles. Il a également adopté une position opposée au Pacte vert, à l'accord entre l'UE et le Mercosur, ainsi qu'à la réforme de la politique agricole commune européenne (PAC) au nom de la défense de l'élevage industriel. De même, il affiche son soutien aux associations de chasseurs et à la tauromachie : en Estrémadure, le soutien à ce secteur a progressé de 297 000 à 1,78 million d'euros, cependant que l'aide au développement reculait de 9,4 millions à 987 000 euros^②.

Toutes ces positions que Vox a réussi à imposer en Espagne s'apparentent à ce que propose l'extrême droite aux États-Unis pour contrer les prétendues dérives négatives de la société occidentale : le « déclin national », les « ennemis de la nation », la « victimisation de la nation » (E. Fawcett, *Financial Times*, 27-28 juin 2026).

Dans la perspective des prochaines élections, chaque Espagnol, confronté aux rapprochements programmatiques ou aux alliances au sein des exécutifs régionaux en Aragon, Estrémadure et Andalousie, sait que le PP et Vox n'hésiteront pas à passer un accord si leurs deux blocs obtiennent une majorité absolue aux prochaines législatives. Nul doute que la gauche utilisera cette hypothèse comme argument de campagne électorale au cours du printemps 2027, les prochaines législatives devant se tenir en 2027. Seule une alliance informelle, comme la pratique le Gouvernement de Pedro Sanchez depuis juillet 2023, entre la gauche et les partis régionalistes, lesquels ne soutiendront jamais Vox tant ce parti nie les droits linguistiques et les particularismes locaux, pourrait empêcher cette perspective. En effet, si le PSOE talonne le PP pour la première place dans les sondages et pourrait bénéficier d'un vote utile ou d'une mobilisation de dernière minute de son électorat, il manque d'un partenaire potentiel aussi puissant

que Vox sur sa gauche. Sumar, à ses côtés dans l'exécutif actuel, ne parvient pas à dépasser 12% alors que Vox oscille autour des 18%. Pour autant, la faiblesse structurelle de Vox au Pays Basque ou en Catalogne, qui représentent 62 députés, soit 17% des sièges de la chambre basse, pourrait empêcher les deux droites de parvenir à la majorité absolue.

Notes

- ① https://www.eldiario.es/extremadura/politica/presupuestos-pp-vox-extremadura-afrontan-aprobacion-sello-extrema-derecha-meses-cierre-ejercicio_1_13414859.html
- ② https://www.eldiario.es/extremadura/politica/prioridad-nacional-vox-extremadura-ahoga-ong-multiplica-seis-ayudas-toros_1_13307515.html